

La sélection naturelle commence à opérer dans les négociations

“Nous estimons qu’un scénario tel que nous avons connu entre 2010 et 2011 n’est plus possible aujourd’hui pour la formation d’un gouvernement.”

Didier Reynders (MR)

L’informateur royal excité qu’on se lance dans la négociation d’une grande réforme de l’État qui plongerait le pays dans une crise interminable comme en 2010-2011.

- Au fédéral, le PTB et le Vlaams Belang ont été exclus des discussions
- Dans les Régions, le second tour des consultations se fera sans le CDH
- Maxime Prévot se donne deux ans pour réinventer le parti centriste.

Les présidents de parti sont d’accord : il faut faire vite au fédéral

J eudi, 14 h 30. Dans la gigantesque salle Europe du palais d’Egmont, à deux pas du Petit Sablon, deux hommes font face à la presse. Il s’agit de Didier Reynders (MR) et Johan Vande Lanotte (SP.A), les deux informateurs désignés par le Roi pour mener les premiers contacts politiques en vue de la constitution du futur gouvernement fédéral. L’architecture des lieux est écrasante car elle est destinée à accueillir des cénacles internationaux : la table centrale compte à elle seule une centaine de places équipées de micros et est reliée à 28 cabines de traduction... Pourtant, les sujets évoqués sont purement belges. Belgo-belges, même.

Devant l’impasse à laquelle les élections pourraient conduire, le vice-Premier ministre MR et l’ancien vice-Premier ministre SP.A ont rencontré dans la plus grande discrétion les présidents de parti. Tous ? Non. Les extrêmes – le Vlaams Belang et le PTB – ont été écartés des contacts. Les informateurs justifient cette exclusion par une pirouette : discuter avec l’extrême droite flamande et avec les communistes aurait été inutile puisque de nombreuses formations ont refusé de gouverner avec eux, rendant impossible dans les faits toute coalition qui les associerait.

Pour le reste, les informateurs royaux ont constaté, lors de leurs entretiens, que la classe politique belge, y compris la N-VA, estime que la Belgique ne peut pas

connaître une nouvelle crise de 541 jours au fédéral... *“La situation que nous avons connue en 2010 et en 2011 n’est plus possible aujourd’hui. Le gouvernement en affaires courantes n’a pas de majorité. Il y a une forte conscience de cela chez tous les partenaires politiques, économiques et sociaux”*, a expliqué Didier Reynders. En effet, en cas de problème majeur, le gouvernement Michel, en affaires courantes, ne pourrait pas aisément légiférer puisqu’il ne dispose plus de majorité à la Chambre depuis le départ de la N-VA fin 2018. Or, il faudra confectionner des budgets

particulièrement délicats en début de législature (on parle de combler un trou de 10 milliards d’euros...).

Leur mission est prolongée

Le travail de Didier Reynders et de Johan Vande Lanotte est loin d’être terminé. Le Palais a d’ores et déjà prolongé leur mission jusqu’au 17 juin. Après avoir rencontré les partenaires sociaux et la Banque nationale, après avoir discuté des défis climatiques avec l’expert Jean-Pascal van Ypersele, ils poursuivront leurs contacts. Au menu des prochains jours : les représentants du Bureau du Plan et ceux des réseaux de lutte contre la pauvreté.

Quelle chance ont les informateurs de réussir à jeter les bases du prochain gouvernement ? On s’en voudrait de ne pas citer une petite phrase typiquement reyn-dersienne lancée par le libéral à la fin de la conférence de presse au palais d’Egmont : *“Sur une échelle de 1 à 10, nos chances se situent entre 1 et 10.”* Traduction : l’incertitude politique reste grande. voire totale.

F.C.

Le Vlaams Belang et le PTB ont été exclus de fait des discussions.

À Bruxelles, le troisième larron devrait être Défi ou le MR

En Région bruxelloise, on pense pouvoir entrer dans le vif du sujet d'ici une petite semaine. Un accord visant à entamer des négociations entre les partenaires francophones d'une future coalition gouvernementale bruxelloise devrait en effet être scellé en fin de semaine prochaine. De quoi accélérer la suite des opérations entre Bruxellois francophones et néerlandophones puisque, pour rappel, chacun des deux groupes linguistiques qui composent le Parlement bruxellois négocie d'abord de son côté.

Les négociateurs flamands de la capitale – Groen, l'Open VLD et one.brussels (le nom du SPA à Bruxelles) – ont d'ailleurs déjà conclu un accord entre eux en vue de négocier ensemble, laissant de côté la N-VA, le CD&V et deux autres petites formations politiques. Bien que chaque groupe linguistique gère à ce stade ses affaires de son côté, des contacts téléphoniques se tiennent en permanence entre les deux partis qui ont pris la main sur ces négociations – le Parti socialiste chez les francophones et Groen chez les néerlandophones.

Du côté francophone, l'échéance de ce vendredi devrait donner un coup d'accélérateur au processus. Tous les groupes politiques consultés au cours de ces derniers jours (Écolo, le MR, Défi, le PTB et le CDH) par les deux négociateurs socialistes, Laurette Onkelinx et Rudi Vervoort, sont en effet tenus de remettre à ces derniers une note écrite formelle.

Faire rapidement le tri

Celle-ci a pour objectif de demander à chaque parti de coucher sur papier ses propositions et positions au sujet de six thématiques centrales pour Bruxelles : l'emploi, la mobilité, le social-santé, le logement, le climat et la bonne gouvernance. Une manière pour le PS bruxellois de repérer les points de convergence ou non existant entre son

programme et celui de ses potentiels futurs partenaires de majorité. Pour faire clair, le PS entend faire rapidement le tri.

Depuis quelques heures, l'équation s'avère encore un peu plus limpide. Compte tenu de sa défaite électorale, le CDH a renoncé à toute participation gouvernementale et a choisi l'opposition. À Bruxelles, il partait de toute façon perdant. "Cela signifie que deux partis se sont mis hors jeu", commentait jeudi Laurette Onkelinx, faisant là allusion au refus formulé quelques jours plus tôt par le PTB de monter dans une majorité sans son pendant néerlandophone du PVDA.

Outre le PS qui est à la manœuvre, qui reste-t-il dans la course ? Mathématiquement, il lui faut impérativement deux autres partenaires francophones pour former son alliance. Si le PTB s'avère out, il lui faudra forcément Écolo en guise de second partenaire, lui-même flanqué d'un troisième larron : Défi ou le MR ? Là réside toute la question. Selon nos informations, l'alliance PS-Écolo-Défi conserverait sa position. Durant la campagne, le PS n'a pas manqué de rappeler que, s'il le pouvait, il privilégierait des alliances marquées le plus à gauche possible. Fine négociatrice, Laurette Onkelinx ne peut pas rater sa sortie de scène.

Alice Dive

Fine
négociatrice,
Laurette
Onkelinx ne
peut pas rater sa
sortie de scène.

En Wallonie, c'est reparti pour un tour sans le CDH

Ce vendredi matin, les socialistes Elio Di Rupo et Paul Magnette, qui ont pris la main au lendemain du scrutin du 26 mai pour mettre sur pied une coalition en Wallonie, recommencent le tour des partis représentés au Parlement wallon. À une exception, bien entendu, puisqu'ils ne recevront plus le CDH qui a annoncé, mercredi, son intention d'aller dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir.

C'est le MR qui reviendra en premier lieu au Parlement wallon pour rencontrer les deux socialistes, sur le coup de 10h. Quant aux écologistes et au PTB, ils ne sont pas attendus avant mardi et mercredi prochains. Pour la Wallonie, il ne devrait rien se passer durant le long week-end de Pentecôte qui s'annonce. Même s'il apparaît évident que les négociateurs de chaque parti vont continuer à préparer le terrain pour d'éventuelles négociations.

Par rapport au premier tour de discussions, les choses avancent quand même puisque chaque parti est

tenu de venir, lors de ce deuxième rendez-vous, avec la liste de ses priorités, détaillées et chiffrées.

Une phase décisive, sans doute

On peut quand même s'avancer en précisant que cette phase devrait être presque décisive pour le choix du ou des partenaires. On imagine mal, en effet, les négociateurs être venus les mains vides lors des premières rencontres. La volonté actuelle est de temporiser pour laisser travailler les informateurs Reynders (MR) et Vande Lanotte (SP.A) au fédéral. Leur prochain rapport au Roi, le 17 juin, devrait être éclairant pour les entités fédérées. Si les délais pour la mise en place d'un exécutif fédéral devaient s'annoncer très longs, gageons que les Régions enclencheront la vitesse supérieure.

Pour l'heure, trois coalitions restent possibles : une violette (PS-MR), une arc-en-ciel (PS-MR-Écolo) et une

Chaque parti est
tenu de venir
avec la liste
de ses priorités
chiffrées.

majorité de gauche, PS-Écolo-PTB. L'annonce du retrait du CDH a ouvert une voie pour le MR qui devient presque incontournable étant donné que la seule piste de coalition qui les exclut présente deux difficultés. La première réside dans la difficulté de marier le PTB avec les deux autres. La seconde, dans le message qui serait alors envoyé au nord du pays si des communistes devaient monter au pouvoir en Wallonie.

Néanmoins, la décision du CDH est-elle mauvaise pour le PTB ? Le parti marxiste n'a-t-il pas, dans cette

configuration, un coup à tenter ? En s'appuyant sur le choix limité qui s'offre au PS, le PTB pourrait jouer la carte de la gauche contre la droite tout en donnant des gages de sérieux au PS. Celui-ci devra alors dévoiler ses intentions réelles par rapport au PTB et expliquer à son aile syndicale pourquoi il préfère aller au pouvoir avec le MR.

Mais qui a le plus à perdre ? Le PS en s'alliant avec le MR ? Ou le PTB en acceptant de laisser tomber ses demandes de désobéir à l'Europe en matière d'austérité ?

Stéphane Tassin

Le Belang obligé de s'afficher "gay friendly" pour ne pas être exclu des négociations

L'histoire du Vlaams Belang n'a rien de *gay friendly*. Les pères fondateurs du parti d'extrême droite flamand n'ont jamais été très réceptifs à la question de l'homosexualité. Depuis le début, le parti a plutôt toujours défendu le modèle familial traditionnel. En 2002, le Vlaams Blok fut le seul parti à avoir voté contre le mariage gay à la Chambre et au Sénat.

Mais les choses changent. Notoirement homophobe à ses débuts, le Vlaams Blok – devenu Vlaams Belang en 2004 – a opéré un premier *aggiornamento* en 2007. Le fait que le parti compte des homos dans ses propres rangs y est sans doute pour quelque chose. Et puis, la communauté gay est un électoral à ne pas négliger. En 2007, le leader historique Filip Dewinter déclarait sur le site du parti "ne pas être contre les homos ni les lesbiennes". En 2014, une autre petite phrase de l'Anverso n'était pas passée inaperçue : "Mieux vaut un transgenre qu'un trans-migrant."

Certains députés, fraîchement élus, ne semblent toutefois pas très réceptifs à la question de l'homosexualité. Le président Van Grieken a ainsi été obligé, en début de semaine, de remettre les pendules à l'heure à la suite de propos tenus par une élue de Zedelgem (Flandre occidentale). Interrogée par *De Krant van West-Vlaanderen*, la députée en question, Dominiek Sneepe (10000 voix de préférence) y avait déclaré que "le mariage gay et l'adoption d'enfants par des homosexuels furent un pont trop loin". Le député lou-

vaniste Lorin Parys (N-VA) avait vivement réagi en postant une photo de lui-même, de son compagnon et de leurs trois enfants sur les médias sociaux avec le commentaire : "Chère Dominiek Sneepe, apprenez à connaître l'autre côté du pont. #LoveMakesAFamily."

L'élue rappelée à l'ordre

La nouvelle élue, qui est la bru de feu Roger Spinnewyn – une des huiles de la milice Vlaamse Militanten Orde (VMO) – a maintenu ses propos, "fort de l'appui des trois-quarts de son électoral". Elle a alors fâché jusque dans son parti qui cherche à tout prix à devenir fréquentable. Sur Twitter, le député Chris Janssens, un des trois négociateurs gouvernementaux VB, a qualifié Madame Sneepe de "domme gans" ("connasse") et y ajouta : "Ben zo pissed op haar!" ("Suis très en colère contre elle !"). L'eurodéputé Gerolf Annemans rajouta le commentaire "Not in my name". Tom Van Grieken a sommé la nouvelle élue de ne plus s'exprimer dans les médias et a affirmé que "le mariage gay est un droit acquis".

Le président du Vlaams Belang exprimait-il une réelle conviction ou a-t-il voulu éviter que d'éventuels partenaires se saisissent de l'affaire pour éjecter le Belang de la négociation au niveau flamand ? Le doute est permis. Car le danger guette.

La présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten, s'est ainsi appuyée sur les propos de la nouvelle élue de Zedelgem pour confirmer son intention de

ne pas rompre le cordon sanitaire. Le CD&V s'est également montré heurté.

Et la N-VA ? Interrogé à TerZake (VRT), le député N-VA de Leuven Lorin Parys, lui-même gay, affiche une prudence de Sioux faisant à la fois preuve d'une grande sagesse mais aussi de fermeté : "Pour fonder une famille, il faut de l'amour avant tout. Pour former un gouvernement, il faut de l'intelligence." En ajoutant avec une pointe d'humour : "Dans le cas contraire, on ne formera un gouvernement qu'avec soi-même."

Entre compréhension et admonestation

M. Parys estime qu'il faut à ce stade n'exclure aucun parti. "En même temps, si jamais le Vlaams Belang mettait sur la table, pendant les consultations en cours ou après, des propositions remettant en cause les droits des gays qui sont acquis depuis longtemps, ce sera sans nous (la N-VA, NdlR), soyons clairs. Il est important de continuer à négocier consciencieusement, en respectant tous les points de vue, en vue de trouver un bon accord où chacun s'y retrouve. L'important est de n'exclure personne."

Lorin Parys affirme encore "qu'il faut poursuivre le dialogue avec le Vlaams Belang par respect pour tous ceux et celles qui ont donné leur voix au parti d'extrême droite. L'important maintenant est de prendre connaissance de leur programme et propositions en cours. Où veulent-ils en venir ?" Et d'insister : "Il est certain que pour nous, s'il y a des mesures incompatibles avec nos valeurs, ce sera : 'no pasaran'."

Jacques Hermans

Tom Van Grieken
se serait bien passé
de propos
provocateurs
en ces temps
de consultations
gouvernementales.

Le Belang obligé de s'afficher "gay friendly" pour ne pas être exclu des négociations

L'histoire du Vlaams Belang n'a rien de *gay friendly*. Les pères fondateurs du parti d'extrême droite flamand n'ont jamais été très réceptifs à la question de l'homosexualité. Depuis le début, le parti a plutôt toujours défendu le modèle familial traditionnel. En 2002, le Vlaams Blok fut le seul parti à avoir voté contre le mariage gay à la Chambre et au Sénat.

Mais les choses changent. Notoirement homophobe à ses débuts, le Vlaams Blok – devenu Vlaams Belang en 2004 – a opéré un premier *aggiornamento* en 2007. Le fait que le parti compte des homos dans ses propres rangs y est sans doute pour quelque chose. Et puis, la communauté gay est un électorat à ne pas négliger. En 2007, le leader historique Filip Dewinter déclarait sur le site du parti "*ne pas être contre les homos ni les lesbiennes*". En 2014, une autre petite phrase de l'Anversois n'était pas passée inaperçue : "*Mieux vaut un transgenre qu'un trans-migrant*."

Certains députés, fraîchement élus, ne semblent toutefois pas très réceptifs à la question de l'homosexualité. Le président Van Grieken a ainsi été obligé, en début de semaine, de remettre les pendules à l'heure à la suite de propos tenus par une élue de Zedelgem (Flandre occidentale). Interrogée par *De Krant van West-Vlaanderen*, la députée en question, Dominiek Sneppe (10000 voix de préférence) y avait déclaré que "*le mariage gay et l'adoption d'enfants par des homosexuels furent un pont trop loin*". Le député lou-

vaniste Lorin Parys (N-VA) avait vivement réagi en postant une photo de lui-même, de son compagnon et de leurs trois enfants sur les médias sociaux avec le commentaire : "*Chère Dominiek Sneppe, apprenez à connaître l'autre côté du pont. #LoveMakesAFamily*."

L'élue rappelée à l'ordre

La nouvelle élue, qui est la bru de feu Roger Spinnewyn – une des huiles de la milice Vlaamse Militanten Orde (VMO) – a maintenu ses propos, "*fort de l'appui des trois-quarts de son électorat*". Elle a alors fâché jusque dans son parti qui cherche à tout prix à devenir fréquentable. Sur Twitter, le député Chris Janssens, un des trois négociateurs gouvernementaux VB, a qualifié Madame Sneppe de "*domme gans*" ("*connasse*") et y ajouta : "*Ben zo pissed op haar !*" ("*Suis très en colère contre elle !*") L'eurodéputé Gerolf Annemans rajouta le commentaire "*Not in my name*". Tom Van Grieken a sommé la nouvelle élue de ne plus s'exprimer dans les médias et a affirmé que "*le mariage gay est un droit acquis*".

Le président du Vlaams Belang exprimait-il une réelle conviction ou a-t-il voulu éviter que d'éventuels partenaires se saisissent de l'affaire pour éjecter le Belang de la négociation au niveau flamand ? Le doute est permis. Car le danger guette.

La présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten, s'est ainsi appuyée sur les propos de la nouvelle élue de Zedelgem pour confirmer son intention de

ne pas rompre le cordon sanitaire. Le CD&V s'est également montré heurté.

Et la N-VA ? Interrogé à TerZake (VRT), le député N-VA de Leuven Lorin Parys, lui-même gay, affiche une prudence de Sioux faisant à la fois preuve d'une grande sagesse mais aussi de fermeté : "*Pour fonder une famille, il faut de l'amour avant tout. Pour former un gouvernement, il faut de l'intelligence*." En ajoutant avec une pointe d'humour : "*Dans le cas contraire, on ne formera un gouvernement qu'avec soi-même*."

Entre compréhension et admonestation

M. Parys estime qu'il faut à ce stade n'exclure aucun parti. "*En même temps, si jamais le Vlaams Belang mettait sur la table, pendant les consultations en cours ou après, des propositions remettant en cause les droits des gays qui sont acquis depuis longtemps, ce sera sans nous* (la N-VA, NdlR), *soyons clairs. Il est important de continuer à négocier consciencieusement, en respectant tous les points de vue, en vue de trouver un bon accord où chacun s'y retrouve. L'important est de n'exclure personne*."

Lorin Parys affirme encore "*qu'il faut poursuivre le dialogue avec le Vlaams Belang par respect pour tous ceux et celles qui ont donné leur voix au parti d'extrême droite. L'important maintenant est de prendre connaissance de leur programme et propositions en cours. Où veulent-ils en venir ?*" Et d'insister : "*Il est certain que pour nous, s'il y a des mesures incompatibles avec nos valeurs, ce sera : 'no pasaran'*."

Jacques Hermans

Tom Van Grieken
se serait bien passé
de propos
provocateurs
en ces temps
de consultations
gouvernementales.